



**IPED**  
THINK TANK

**5<sup>ème</sup> Edition des Journées Béninoises de l'Evaluation  
6 - 8 août 2018**

**BILAN ET PERSPECTIVES DE L'INSTITUTIONNALISATION  
DE LA FONCTION D'ÉVALUATION**

**PANEL 1**

1

**Hafiziou Barry  
IPED GUINEE**

# PLAN

- Contexte
- Cadre institutionnel
- Acteurs impliqués
- Etat actuel du processus
- Enjeux et défis

# CONTEXTE

- La Guinée comme certains pays africains est confronté à la problématique de maîtrise des dépenses publiques
- Forte demande sociale
- Corruption
- Faible mobilisation des ressources
- Nécessité d'introduire la pratique du suivi-évaluation de l'action gouvernementale

# CONTEXTE

- Faible impact des politiques de développement
- Taux de pauvreté sans cesse grandissante
- Grande exigence de la société civile et des bailleurs de fonds pour plus de résultats
- Nécessité d'introduire la pratique du suivi-évaluation de l'action gouvernementale

# CONTEXTE

- A la suite d'une rencontre avec le PM Youla, le Think Tank IPED s'est intéressé à la question du suivi-évaluation de l'action gouvernementale (une des prérogatives du PM)
- Formulation d'un projet d'étude
- Obtention d'un appui de OSIWA
- Recrutement d'un consultant

# CONTEXTE

- **Objectifs de l'étude :**
- A) dresser un portrait de la pratique du S/E de la performance dans l'administration;
- B) identifier et documenter de bonnes pratiques en matière de S/E
- Faire des recommandations

# CONTEXTE

- L'étude a permis de ressortir l'existence d'un système embryonnaire de suivi et d'évaluation dans l'administration publique guinéenne. Aussi, elle a mis un accent sur la création, l'organisation et le fonctionnement des BSD au niveau des départements sectoriels dont l'une des missions est d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes et projets.
- Au niveau de la Primature, une cellule opérationnelle chargée du suivi et de l'évaluation des départements sectoriels a été mise en place et est fonctionnelle.

# CONTEXTE

- L'étude précise que les structures chargées du suivi et de l'évaluation des projets et programmes au niveau de l'Education et de la Santé sont les seules pleinement opérationnelles parmi les départements visités. S'agissant du Ministère de la Santé, le Consultant a fait remarquer que le Plan de Suivi et Evaluation du PNDS et la gestion informatisée des données à travers le DHIS2 sont des modèles d'inspiration.
- Au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances, le Tableau de Bord de l'économie guinéenne et la note de conjoncture sont régulièrement élaborés grâce à une équipe dynamique de la Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision (DNEEP).



# CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

- Pas de dispositions pertinentes concernant la fonction d'évaluation dans la Constitution
- Pas de textes spécifiques régissant le S/E en Guinée
- Evaluation par l'Assemblée Nationale lors des sessions budgétaires (Art.88 et 89 Constitution)- questions orales et écrites

# CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

- Existence d'une cellule de S/E au niveau de la primature
- Envoi de lettre de missions à tous les ministres
- Evaluation par des conseillers du PM
- Création des BSD au niveau des ministères
- Trois directions clés pour le S/E:
  - plan et de la prospective
  - investissements publics
  - études économiques et de la prévision

# CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

- Le CES donne son avis sur les questions qui lui sont renvoyées par le PR ou par l'Assemblée- avis non contraignants
- Le CES peut aussi se saisir de questions et faire des recommandations
- Au niveau du gouvernement, le PM est chargé de la coordination de l'action gouvernementale

# CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

- L'étude a proposé une esquisse d'un cadre institutionnel d'évaluation des politiques publiques comprenant les structures:
  1. Bureau d'Evaluation des Politiques Publiques
  2. Conseil National de l'Evaluation
  3. Assemblée nationale et autres organes consultatifs
  4. Ministères du Plan et de l'Economie
  5. Directions régionales du Plan et des Collectivités
  6. Bureaux de stratégie et de développement
  7. Société civile et secteur privé

# ACTEURS

- Etat
- Société civile (CNOSC, PCUD, ONG de développement, ...)
- Universités et centres de recherche
- Think tank
- Secteur privé

# ETAT ACTUEL DU PROCESSUS

- Adoption de l'étude lors de l'atelier tenu à Conakry les 13 et 14 décembre 2017
- Avaient pris part, deux experts étrangers:
  - ❖ Mr Bouraima Abdel Jawed Adechina, BEPP;
  - ❖ Mr Amos Menard, chargé de programme CLEAR/CESAG
- Présence à l'atelier de deux conseillers du PM
- Transmission du rapport au PM
- Procédure de relance du nouveau PM (en cours)

# ENJEUX ET DÉFIS

- Acceptation du S/E comme un outil fondamental de gouvernance
- Institutionnalisation du S/E
- Appropriation du S/E par la société civile
- Vulgarisation des résultats de l'étude

Je vous remercie de votre  
aimable attention